

Donald Broady, Barbro Berg & Mikael Palme, "L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur en Suède face à l'internationalisation", pp. 148-163 dans *Les élites. Formation, reconversion, internationalisation*. Éds. Donald Broady, Monique de Saint Martin & Mikael Palme. Paris/Stockholm: CSEC, École des Hautes Études en Sciences Sociales /SEC, Lärarhögskolan i Stockholm,. 1995

Troisième Partie

Processus d'internationalisation

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN SUEDE FACE A L'INTERNATIONALISATION

Barbro Berg - Donald Broady - Mikael Palme

Dans notre contribution au colloque antérieur¹, nous avons présenté une analyse des institutions de l'enseignement supérieur en Suède, ainsi que quelques hypothèses sur la reproduction des cadres supérieurs et d'autres catégories des élites suédoises. Depuis, ce champ a été l'objet de bouleversements remarquables, comme l'ont été aussi d'autres domaines sociaux. Le résultat de la lutte sociale et politique actuelle décidera si on assiste, comme le veut le discours de la droite, à la fin du "modèle suédois". Faute de posséder des données systématiques nouvelles sur l'état actuel du champ, nous voudrions dans le présent exposé essayer de décrire les transformations qu'il a subies depuis que les analyses antérieures ont été faites. Pour compléter l'image du système d'enseignement suédois, nous présenterons aussi une analyse des transformations actuelles du champ de l'enseignement secondaire.

1- L'exode de l'Etat, l'entrée du marché

Les analyses du système d'enseignement supérieur en Suède que nous avons présentées dans les réunions antérieures décrivent un système relativement homogène et unifié, créé par les tentatives social-démocrates de démocratiser l'accès aux études supérieures, d'une part, et d'adapter — sous les auspices d'un Etat contrôlant et planifiant — le système d'enseignement supérieur aux besoins du système économique d'autre part. Ce développement se caractérise par les facteurs suivants : remplacement de l'université traditionnelle et rassemblement de toutes les formations post-secondaires traditionnellement académiques et non-académiques, dans une seule organisation, la "Högskolan" ; substitution des "études libres" traditionnelles par des "filières" d'études standardisées menant à un diplôme déterminé ; substitution de l'autonomie universitaire traditionnelle et introduction des politiciens et des représentants du patronat et des dirigeants syndicaux dans les directions de gestion des universités ; introduction d'un système de bourse favorable aux étudiants issus des couches économiquement défavorisées ; introduction de critères d'admission unifiés, qui reconnaissent aussi l'expérience professionnelle, y compris le travail manuel ; création d'une vingtaine de petites écoles universitaires régionales.

Les données antérieurement présentées proviennent d'une époque, le milieu des années 80, qui paraît aujourd'hui comme la culmination et peut-être aussi comme la fin de ce

1- D. Broady et M. Palme : "Le champ des formations de l'enseignement supérieur en Suède — bilan de recherche", dans Monique de Saint Martin och Mihai D. Gheorghiu (éd.) : *Les institutions de formation des cadres dirigeants. Étude comparée*. Maison des sciences de l'homme, Centre de sociologie européenne, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, Paris, novembre 1992, pp. 1—19.

système unifié et homogène. Même si cette homogénéité, comme on a essayé de le montrer dans les analyses présentées, était beaucoup plus une vision politique qu'une réalité sociale (le champ des institutions d'enseignement supérieur était beaucoup plus hiérarchisé socialement que leurs formes organisationnelles le suggéraient), il reste que le système d'enseignement supérieur en Suède était relativement égalitaire par rapport à ceux de la plupart des pays occidentaux. En particulier, l'élite a eu des possibilités relativement réduites de s'appuyer sur le système d'enseignement supérieur pour s'assurer de sa propre reproduction. Il y avait très peu d'écoles d'élite reconnues comme telles.

Comme on a pu le remarquer à la fin de notre rapport précédent, ce système est en train de s'écrouler. Nous n'avons pas, aujourd'hui, la possibilité de vous présenter une analyse complète de cet effondrement spectaculaire. Nous nous contenterons d'en décrire certains aspects pertinents.

Comme on le verra plus loin, l'école secondaire a subi des changements parallèles, se transformant d'un système relativement homogène avec des filières standard, en un modèle diversifié avec la possibilité de créer des établissements et filières mieux adaptés aux intérêts stratégiques des différents groupes et fractions sociaux.

1.1.- Les transformations sociales actuelles du système d'enseignement supérieur

Antérieurement, le système d'enseignement supérieur était dirigé par l'Etat. Au moyen d'un règlement détaillé, l'Etat essayait de garantir l'homogénéité et l'uniformité dans tous les établissements universitaires. Selon le discours officiel, du moins, il n'y avait aucune différence entre la HEC de Stockholm et la filière économique d'un petit établissement universitaire de province.

Ce règlement uniforme et détaillé a été remplacé par des contrats particuliers entre chaque établissement et l'Etat, ne définissant pratiquement que le nombre d'étudiants financés par l'Etat ainsi que le type de diplôme proposé par l'établissement². L'ambition de l'Etat n'est plus de diriger les formes et le contenu de l'enseignement. Tout au contraire, la volonté politique déclarée par l'Etat est de créer une multitude d'établissements différenciés se trouvant dans un état de compétition constante, de lutte pour la reconnaissance afin d'attirer les meilleurs étudiants et les meilleurs professeurs. Selon l'idéologie actuelle, les lois du marché doivent opérer sur le champ de l'enseignement supérieur, les institutions "offrant" des études aux clients-étudiants en compétition mutuelle.

2- En même temps, un secrétariat nouveau a été créé au niveau national équipé d'un instrument pour une classification hiérarchique plus prononcée entre les universités traditionnelles et les établissements d'enseignement supérieur spécialisés (en particulier les écoles polytechniques et "Karolinska institutet", école de médecine) ainsi que les écoles régionales. Ces dernières doivent se qualifier pour obtenir le droit d'accorder des licences. (Trois nouveaux examens ont été introduits: un examen d'enseignement supérieur au bout de deux ans d'études, une licence après trois ans et la licence d'enseignement après quatre ans d'études. Une raison de l'introduction de l'examen de licence est le besoin d'une correspondance avec les différentes formations dans les autres pays européens.) Cette qualification se fait par une demande que les écoles déposent auprès du secrétariat afin d'obtenir le droit d'accorder des licences dans un ou plusieurs domaines de formation après quoi un examen est entrepris selon certains critères, notamment la qualité scientifique. Il est ici nécessaire de remarquer que les écoles régionales n'obtiennent pas de moyens de l'Etat pour la formation des chercheurs et pour la recherche, catégories bénéficiant normalement d'une aide étatique accordée aux universités et aux écoles d'enseignement supérieur.

Ainsi, l'exode de l'Etat semble renforcer l'autonomie universitaire. Chaque établissement a été doté d'une liberté autrefois impensable :

- la liberté de sélectionner les étudiants selon les critères propres aux établissements : la mention moyenne au baccalauréat, des concours, des entretiens personnels, qualités d'excellence dans des domaines non-scolaires tels que la musique ou les sports, etc. ;

- la liberté de formuler ses propres programmes d'étude, en principe sans interventions gouvernementales, le contrat avec l'Etat ne réglant que les types de diplômes, sans préciser les voies conduisant à ces diplômes ;

- la liberté de prendre ses propres décisions concernant le salaire des professeurs ;

- la liberté, dans certains cas, d'adopter la forme de la fondation privée ; jusqu'à présent, deux établissements universitaires ont, en concurrence intense avec d'autres candidats, obtenu le statut de "fondation" : l'École Polytechnique de Chalmers à Göteborg, prestigieuse ancienne école supérieure, et une petite école universitaire récemment fondée, celle de Jönköping, cette dernière essayant de se distinguer en tant que "business school" internationale.

- la liberté de créer ses propres systèmes d'organisation et de gestion, avec la possibilité d'exclure, par exemple, les représentants syndicaux, mais également d'intégrer, par exemple, des représentants du patronat.

Ainsi, il est possible pour chaque institution universitaire d'établir son profil unique, aussi bien de façon culturelle que de manière scolaire, afin de le vendre aux clients-étudiants sur le marché des études supérieures. On assiste actuellement à une concurrence de plus en plus agitée entre les établissements où on emploie des armes impensables auparavant, telles que les brochures en couleur produites par des agences de publicité, dans lesquelles on met en vente non seulement les connaissances scolaires mais aussi le style de vie des étudiants ainsi qu'un avenir prospère à tout détenteur d'un diplôme. Les établissements renommés essayent de profiter de leur ancienneté, comme dans le cas de l'école supérieure de musique de Stockholm qui vient récemment de reprendre l'épithète "Royale". Les établissements moins riches en capital symbolique, comme les petites écoles universitaires de province, adoptent d'autres stratégies, notamment celle de s'allier à des entreprises locales ou celle de simplement refuser d'accepter la classification officielle de leur statut en refusant d'employer la dénomination officielle "university college" et en se présentant dans leur correspondance internationale comme une "university". Aussi, il est intéressant de noter que les petites écoles universitaires réclament, plus ardemment que les universités anciennes, la possibilité d'offrir des contacts avec des établissements étrangers, tentant ainsi de mettre en cause le monopole réel des universités anciennes en ce qui concerne les prestigieux échanges internationaux.

Ainsi la rhétorique politique a pu souligner l'importance de "la liberté", devenue le facteur dominant des réformes actuelles : liberté des étudiants en tant que "homines economici" et aussi pour les institutions de devenir des commerçants de connaissances. Un bon exemple de ce nouvel esprit nous est donné par un étudiant de Linköping, qui, se plaignant de la qualité des cours, s'adressa à l'*ombudsman* des consommateurs pour réclamer son droit ainsi que le remboursement de l'argent qu'il avait investi dans ses études.

En termes d'autonomie, cependant, ces libertés, qui représentent en premier lieu une autonomie relative pour les établissements individuels, peuvent en réalité même signifier un

affaiblissement général de l'autonomie du champ académique. Dans le cas des fondations universitaires privées, par exemple, les procédures de recrutement du corps professoral et les critères de nomination inhérents aux traditions académiques sont abandonnés ; les candidats ne doivent pas nécessairement être examinés par la confrérie scientifique ; les critères de nomination et les procédures employées ne doivent pas nécessairement être publics. Les candidatures, ainsi que les dossiers des candidats, peuvent rester secrets. L'autonomie du champ académique semble surtout être menacée par le fait que ses bornes face au domaine économique tendent à s'effacer. Notamment, le droit nouveau des établissements de créer des chaires (professeurs ordinaires) par leur propre décision — privilège appartenant autrefois au parlement — peut mettre en cause l'autonomie académique dans la mesure où ces postes académiques peuvent être créés en dehors des universités, par les financiers, les grandes entreprises etc., et aussi dans les domaines académiquement peu reconnus.

Aussi, la liberté d'auto-gestion semble s'accompagner de nouveaux modèles de gestion, empruntés du monde des entreprises et utilisant le vocabulaire de la littérature du *management*. Les établissements universitaires doivent appliquer une analyse *cost-benefit* ; agissant comme des vendeurs de formation sur un marché où les étudiants en tant que clients-consommateurs vont déterminer leur succès, les établissements seront financés par l'Etat non seulement selon le nombre d'étudiants admis par année, mais aussi selon le nombre d'étudiants qui arrivent à leur diplôme. Cela amène probablement les établissements à deux stratégies principales : d'une part celle d'offrir les examens les moins coûteux en ce qui concerne l'investissement scolaire pour le plus grand nombre possible d'étudiants, et, d'autre part, celle des établissements les plus prestigieux qui consiste à proposer des études exigeantes, menant à un diplôme attrayant, n'attirant que les meilleurs étudiants, sélectionnés pour affronter un milieu sélectif et efficace.

La différenciation est très nette lorsque l'on compare la stratégie adoptée par la petite école de province, qui, essayant d'attirer un maximum d'étudiants, offre des programmes d'études tels que "santé et vie quotidienne", "pédagogie de la culture populaire" et "la vie des femmes", tout en adoptant des exigences d'admission minimum, et la stratégie contraire de l'université de Lund qui essaie de limiter le nombre d'étudiants et de mieux les sélectionner en introduisant des critères d'admission très stricts³.

Ces deux stratégies doivent, avant tout, être perçues dans le contexte de la transformation actuelle du système d'enseignement supérieur vers un système ouvertement bifurqué : si l'Etat contrôleur a pu gérer l'expansion dramatique du système d'enseignement supérieur des années 60 par le règlement du nombre d'étudiants, tout en créant un système homogénéisé et "démocratisé", la situation actuelle semble donner naissance à une

3- Le refus des universités et écoles supérieures prestigieuses de considérer l'expérience de travail (manuel ou non) comme un critère d'admission parmi d'autres, comme l'exigeait la politique social-démocrate au cours des années 70, en est un exemple. Selon cette logique, l'Université de Lund a récemment voulu dévaloriser les diplômes secondaires des filières d'orientation esthétique (art, musique, théâtre) dans la concurrence pour l'admission, défiant ainsi les fractions culturelles des classes moyennes et supérieures qui ont été attirées par ces filières dans l'espoir d'ainsi combiner, dans l'éducation de leurs enfants, la préparation aux études supérieures d'une part et le développement de la personnalité selon les valeurs des marchés de production et la transmission de la culture ("créativité", "individualité", "personnalité", etc.), d'autre part.

différenciation rapide entre des établissements de masse, satisfaisant à la demande populaire⁴, et des institutions d'élite, réglant l'accès aux postes de pouvoir.

1.2.- Les transformations du système d'enseignement secondaire

1.2.1.- La structure sociale de l'enseignement secondaire avant la réforme de 1991

En modifiant l'ancien système d'enseignement secondaire avec ses établissements séparés pour les filières préparatoires aux études supérieures (anciens lycées), d'une part, et les filières d'orientation professionnelle d'autre part, la réforme de 1968 a créé une organisation monolithique de formation secondaire, intégrant dans la plupart des cas toutes les filières dans les mêmes établissements. Ainsi, on retrouvait cette division entre les groupes sociaux, à l'intérieur des établissements scolaires aussi, la différenciation la plus importante étant celle entre les filières "pratiques" ou d'orientation professionnelle de deux ans, et les filières "théoriques" de trois ans, préparant aux études supérieures. Dès l'introduction d'une école secondaire unifiée, le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire a progressivement augmenté, représentant aujourd'hui presque 100% d'une cohorte. Dans ce système unifié, l'espace des établissements privés était très réduit, se limitant à un très petit nombre d'établissements dont certains sont de véritables "écoles-refuge" pour les enfants d'origine sociale aisée affrontant un échec scolaire relatif.

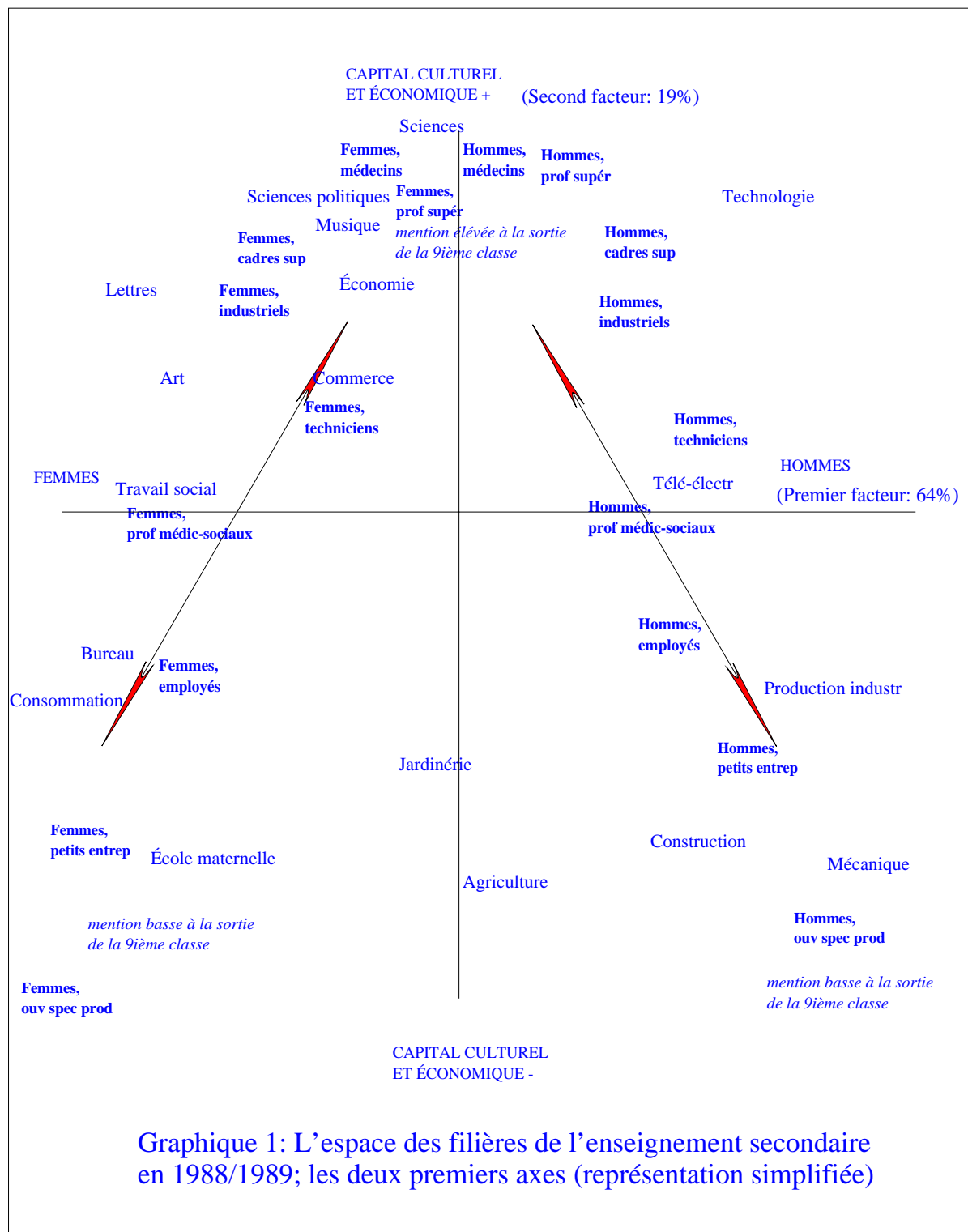
L'homogénéisation formelle du système des établissements de l'enseignement secondaire était néanmoins compensée par la tendance évidente des différents groupes sociaux à faire un usage différencié des filières existantes. Si on ne considère ni la dimension géographique ou régionale, ni les différences sociales entre les établissements individuels, la structure sociale de l'enseignements secondaire se caractérise par trois oppositions fondamentales. Comme on peut le voir dans le graphique 1⁵, l'espace des filières était divisé en premier lieu en un univers féminin, d'une part et un univers masculin d'autre part, les deux étant socialement nettement hiérarchisés. Ces deux univers se joignaient dans le sous-espace des filières où le recrutement social était particulièrement élevé, et surtout dans la plus prestigieuse d'entre elles, celle des "Sciences".

La troisième dimension, qui n'est pas visible dans le graphique bidimensionnel, oppose un pôle, qu'on pourrait appeler "culturel", avec des filières caractérisées par un recrutement particulièrement fort au sein des fractions riches en capital culturel (fils de producteurs artistiques, journalistes, médecins, professeurs d'université et cadres supérieurs publics), en premier lieu la filière "Sciences", à un pôle économique ou privé réunissant les filières recrutant surtout dans toutes les fractions plus riches en capital économique (patrons

4- Selon les prévisions du gouvernement, en l'an 2000, la moitié de la population active sera titulaire d'un diplôme post-secondaire.

5- Ce graphique est une représentation très simplifiée d'une analyse des correspondances dans un tableau indiquant pour l'année scolaire 1988/89 la redistribution sur 41 filières de la totalité des élèves de l'enseignement secondaire, selon l'origine sociale (32 groupes sociaux) et le sexe. Les deux variables ont été intégrées l'une à l'autre de façon que chaque filière se caractérise par le nombre d'élèves de sexe féminin ou masculin de chacun des 32 groupes sociaux ayant opté pour cette filière. L'analyse préliminaire des données sur le recrutement de l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 1994/95 indique une structure tout à fait similaire.

de l'industrie, juristes, cadres supérieurs privés, commerçants etc.), en particulier la filière "Economie". Cette opposition peut être illustrée par le tableau 1, montrant le taux relatif d'étudiants issus de chacun des groupes sociaux ayant choisi soit "Sciences", soit "Economie":



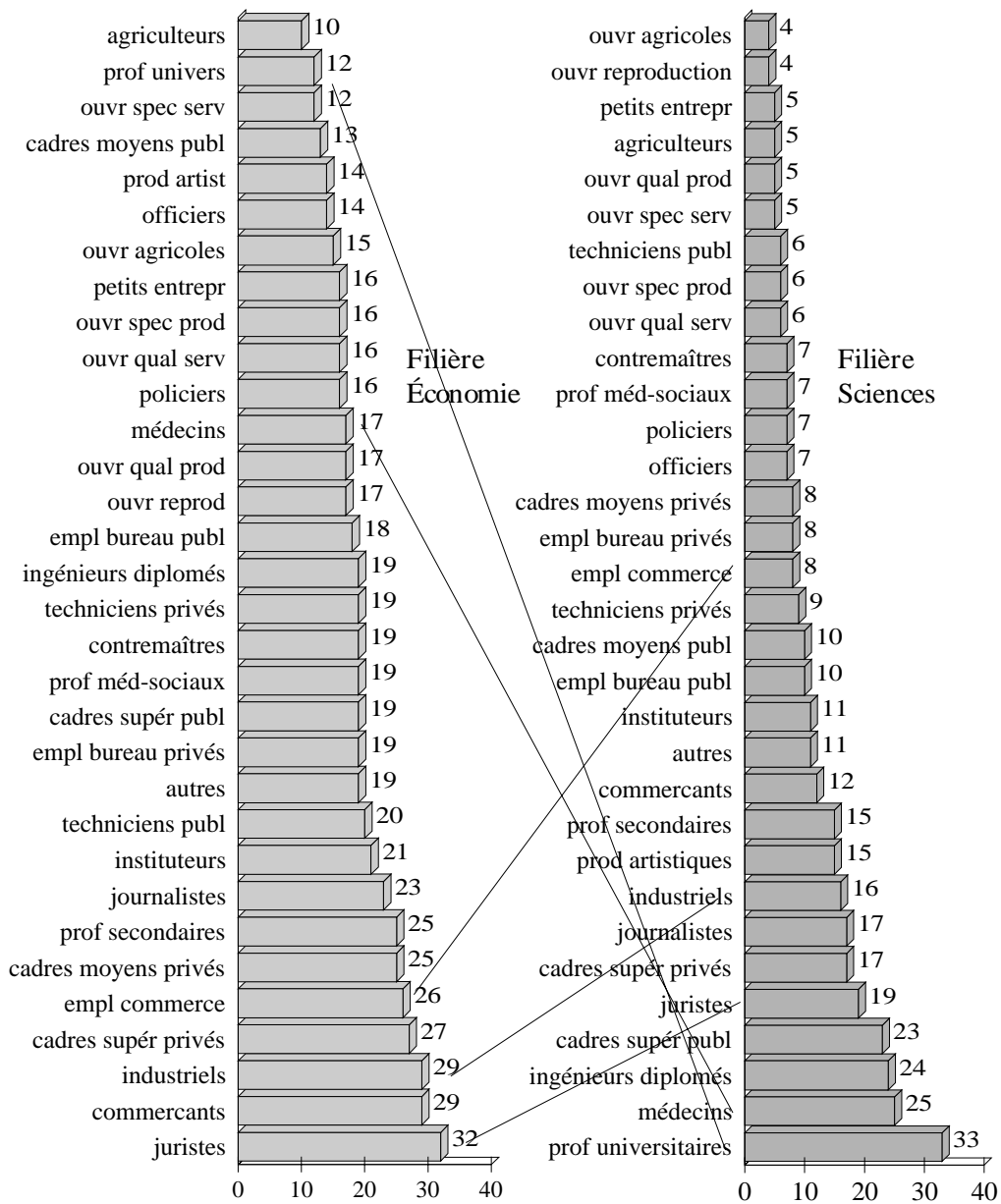


Tableau 1. Taux des étudiants des différents groupes sociaux qui ont choisi les filières Économie et Sciences dans l'enseignement secondaire en 1988/1989

Un facteur également important était la différenciation sociale des établissements scolaires résultant de la distribution hiérarchisée des groupes sociaux dans l'espace géographique. Ainsi, on voit dans le cas de Stockholm que les écoles secondaires de la banlieue nord, caractérisées par un recrutement social nettement plus élevé, s'opposaient en premier lieu aux établissements secondaires de la banlieue sud, marqués par un taux d'élèves immigrés élevé et un recrutement social plutôt populaire, mais aussi aux écoles anciennes du centre-ville de Stockholm, qui se distinguaient par un recrutement relativement plus fort des élèves issus de couches sociales riches en capital culturel.

1.2.2.- La réforme de 1991 et les transformations actuelles

Les tendances de la politique éducative social-démocrate à vouloir homogénéiser ont d'une certaine manière été poursuivies par les bouleversements dont l'enseignement secondaire a été l'objet dans les années 90. Les facteurs principaux de la réforme de 1991 — l'intérêt économique et social à garder les jeunes un an de plus à l'école afin de soulager le marché du travail et le système de sécurité sociale, l'ambition de vouloir créer une main-d'oeuvre plus flexible et mobile par l'intermédiaire d'une diminution de la domination du type de formation professionnelle pour favoriser une formation plus théorique et généraliste, le souci politique de donner accès à tous aux études post-secondaires — ont créé une école secondaire formellement unifiée en 12 programmes ou filières d'études de trois ans, dont aucune n'exclut formellement la possibilité pour les élèves de poursuivre des études post-secondaires et dans lesquelles les disciplines académiques de base — suédois, anglais et mathématiques — ont acquis une importance accrue.

Parallèlement, cette vision politique d'une école unifiée se trouve renversée par les mécanismes très puissants de différenciation qui font également partie du nouveau système. La réforme a aussi permis à l'école secondaire de créer des variantes locales des filières générales, toutes en compétition pour attirer des étudiants à travers la mise en vente du "profil" particulier de chaque école en tant qu'école. Ainsi, les grandes villes surtout ont assisté à une évolution dans laquelle les établissements secondaires se dépassent entre eux en proposant des programmes d'études censés satisfaire aux intérêts éducatifs spécifiques, donc en grande partie, comme on le verra plus loin, aux stratégies éducatives des différents groupes sociaux. Cette liberté auparavant impensable ne devient véritablement importante que lorsqu'on la rapproche d'un autre changement récent. Si auparavant on désignait aux familles l'école publique la plus proche de leur domicile, au cours de l'année scolaire 1990/91, on leur accorda, selon une idéologie du marché et du libre choix lancée par le nouveau gouvernement non-socialiste, le droit de choisir l'école de leurs enfants, c'est-à-dire de diriger le financement public pour la scolarisation de leurs enfants dans l'école de leur choix. Dans l'école primaire, l'effet le plus dramatique jusqu'à présent a été l'abandon par les familles suédoises des écoles ayant un taux élevé d'enfants immigrés et, par conséquent, la création d'écoles publiques tout à fait dominées par des familles immigrées, mais on peut aussi supposer que cette nouvelle situation de marché contribue, dans des formes n'étant pas encore tout à fait visibles, à la ségrégation sociale générale, les familles les plus riches en capital culturel ayant le temps et la possibilité de faire des choix plus informés que les familles appartenant aux groupes sociaux

défavorisés — par exemple en réalisant des écoles d'orientation pédagogique "alternative", comme les écoles Montessori.

Il faut aussi souligner le rôle particulier d'une des 12 filières de l'école secondaire nouvelle, celle qui porte le nom de "Programme individuel" et qui en fait réunit tous les élèves ayant subi un échec scolaire quasiment total et qui ne souhaitent qu'arrêter leurs études, par conséquent, le plus souvent les élèves issus des groupes sociaux les plus défavorisés, y compris un grand nombre d'élèves immigrés. Pour l'année scolaire 1994/95, cette filière représente globalement environ 10% du corps des élèves, et environ de 20 à 30% dans les milieux défavorisés. Ainsi, pour atteindre l'objectif d'arriver à une école secondaire faite pour réunir tous les étudiants auparavant séparés, il a fallu introduire une filière particulière qui s'adresse spécialement au résidu d'élèves n'ayant pas de place dans les autres filières, et qui par son énorme expansion imprévue représente une menace au modèle organisationnel.

Parallèlement à la différenciation entre établissements secondaires résultant des offres de différents "profils" d'études locaux et spécialisés, les réformes récentes des systèmes d'enseignement primaire et secondaire ont encouragé l'établissement des écoles privées. Cette évolution a jusqu'aujourd'hui été relativement modeste, se limitant dans l'enseignement secondaire, dans le cas de Stockholm, à la création d'une dizaine d'écoles, assez petites en nombre d'étudiants et le plus souvent orientées vers des pédagogies particulières (comme celle de Waldorf), vers les domaines de production ou transmission culturelle (média, théâtre, musique) ou vers une "internationalisation" de l'enseignement par l'usage de la langue anglaise comme moyen d'instruction. Bien que ce développement n'en soit qu'à ses débuts, on peut constater que la différenciation sociale actuelle dans l'enseignement secondaire se fait avant tout à travers des changements dans le système d'écoles publiques.

Les changements en cours sont renforcés et ont été conditionnés par le fait que la responsabilité de l'enseignement pré-universitaire est passée, à partir de l'année scolaire 1989/1990, de l'Etat aux communes, qui peuvent à présent prendre leurs propres décisions sur l'organisation du système scolaire, obéissant seulement aux programmes d'études (ce qui laisse une liberté considérable aux écoles et aux professeurs) et aux règles du jeu assez générales établies par le Parlement et contrôlées par l'Agence Nationale de l'Education. Ainsi, les communes peuvent, selon les conjonctures politiques locales, établir leurs propres priorités en ce qui concerne l'usage concret du financement public du système d'enseignement, et aussi la tolérance des écoles privées.

Si l'autonomie ainsi fournie aux communes, en combinaison avec le droit des familles de choisir l'école qu'elles jugent être la meilleure, a renforcé la différenciation du système scolaire d'une façon générale et facilité l'entrée des mécanismes du marché, il reste que ces mécanismes n'ont pas pu jouer librement et sans restrictions. En premier lieu, les communes ne sont pas obligées d'accepter qu'un étudiant choisisse une formation secondaire dans une autre commune — et ainsi de perdre le financement correspondant — si le même type de formation est offert dans la commune du domicile. Dans le cas de la région de Stockholm, les communes de la banlieue sont devenues de plus en plus restrictives pour accepter de payer pour leurs propres étudiants voulant être admis dans les lycées du centre-

ville⁶. Un autre facteur également important est qu'une école ne peut pas refuser d'admettre des élèves pour lesquels cet établissement est le plus proche en termes de distance géographique, étant donné qu'ils acceptent une des formations offertes par cette école, ce qui également tend à limiter les possibilités des écoles secondaires de, pour ainsi dire, "choisir" leurs élèves. Avec le retour au pouvoir de la social-démocratie en 1994, au niveau national aussi bien que dans beaucoup de communes auparavant non-socialistes, il semble aussi que le grand enthousiasme pour les modèles de marché dans le domaine scolaire ait diminué et soit à présent contesté, sans que les changements déjà introduits soient menacés.

1.2.3.- La lutte pour la définition de l'excellence

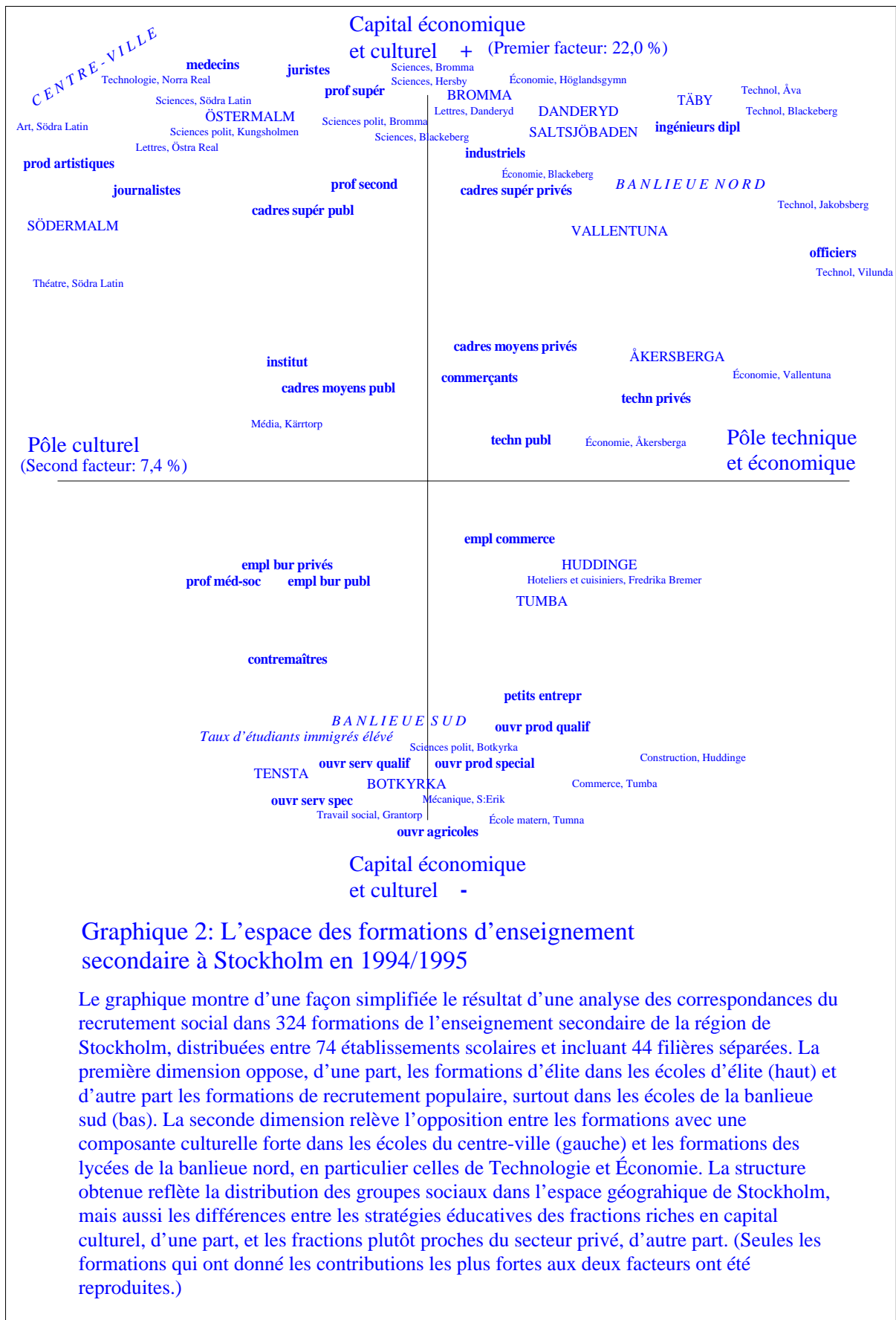
La recherche de profils éducatifs exclusifs et l'expansion des écoles privées, bien qu'elle soit encore modeste, ont eu un effet significatif surtout dans les grandes villes et dans le système des formations secondaires d'élite. Dans la situation nouvelle de concurrence, les anciens lycées, normalement situés dans les centres-ville ou dans les banlieues les plus anciennes et prestigieuses, continuent à bénéficier de leur location dans un espace géographique socialement hiérarchisé. Dans la recherche d'un profil éducatif compétitif, ces écoles peuvent toujours compter sur l'avantage de recruter une bonne partie de leurs élèves parmi les fractions de la classe dominante. Tout porte d'ailleurs à croire que c'est avant tout le caractère spécifique de sa clientèle, c'est-à-dire la composition sociale particulière de sa zone de recrutement, qui détermine le caractère spécifique du nouveau profil éducatif d'un établissement secondaire. Dans le cas de Stockholm, par exemple, ce n'est sans doute pas par hasard si le lycée le plus reconnu par son style culturel et par ses filières spécialisées orientées vers les champs de production culturelle et la transmission de la culture — proposées parallèlement aux filières plus classiques — est situé dans un quartier où les fractions riches en capital culturel sont particulièrement importantes.

En ce qui concerne la formation et la reproduction des élites suédoises, l'analyse des changements de recrutement dans les filières classiques de l'enseignement secondaire (dans les formes nouvelles qu'elles ont adoptées lors de la réforme de 1991) et du caractère des nouvelles filières d'études secondaires résultant de la recherche des "profils" éducatifs, fait ressortir trois aspects particulièrement importants. D'abord, une grande partie des filières nouvelles et spécialisées, y compris celles des écoles privées, sont orientées vers la production ou la transmission de la culture et des valeurs symboliques (médias, théâtre, musique, etc.). On peut y voir, sans doute, une adaptation des stratégies scolaires à l'importance croissante des champs de production et de circulation des valeurs symboliques ainsi que de l'information.

6- Afin de dépasser les limites ainsi imposées, une école secondaire peut demander aux autorités que sa variante locale d'une des filières générales n'ait pas d'équivalence et qu'elle soit l'objet d'une admission nationale ouverte, ce qui a conduit à une lutte de reconnaissance avec sa logique sociale propre. Les familles qui désirent à tout prix placer leurs enfants dans une école prestigieuse n'étant pas l'établissement secondaire le plus proche de leur domicile peuvent, de leur côté, opter pour des stratégies diverses, entre autres celle de choisir une combinaison de programme d'études très rares qui n'existe que dans cette école particulière, comme dans le cas d'un des lycées les plus renommés du centre-ville de Stockholm le chinois ou le japonais ou, utilisant leur capital social, celle de domicilier leurs enfants à l'adresse d'un autre membre de famille ou d'une famille de leur connaissance.

En second lieu, la domination traditionnelle de la filière "Sciences" en tant que filière d'élite par excellence semble être menacée. En combinant l'enseignement de la culture classique (littérature, histoire, langue suédoise) avec des études de sciences naturelles et de mathématiques, exigeant une discipline personnelle particulière (l'organisation et le contrôle du temps et du corps), la filière "Sciences" a monopolisé la définition du "bon élève" et donné les meilleures perspectives pour une carrière d'études dans n'importe quel domaine. Les données sur l'admission à l'école secondaire montrent une tendance assez claire — et inquiétante pour les politiciens et planificateurs — d'abandon de cette filière pour la filière "Sciences politiques". Si ce changement, dans le débat, est normalement perçu comme le résultat d'une contradiction entre la socialisation des jeunes en tant que créateurs de leurs vie quotidienne et en tant que consommateurs d'une part, et les exigences disciplinaires de l'ancienne filière d'élite de l'autre, il reste qu'on peut aussi bien y voir une adaptation des stratégies éducatives des étudiants et de leurs familles à un marché d'études et du travail qui tend plutôt à demander des connaissances et des aptitudes relatives à la "société", c'est-à-dire à la gestion des rapports sociaux et à la manipulation de l'information, que les connaissances classiques des mathématiques et des sciences naturelles.

Troisièmement, la mise en question du monopole traditionnel de la filière "Sciences" semble aussi être parallèle à une recherche très forte des valeurs et compétences liées à l'internationalisation du marché d'études et du marché du travail, en particulier dans l'Union Européenne. Une partie considérable des nouvelles filières spécialisées lancées par les écoles secondaires utilise des épithètes additionnelles comme "orientation internationale", "orientation UE" ou "variante anglaise" (comme dans l'exemple "Sciences, orientation internationale"), signalant ainsi que le programme d'études se veut particulièrement adressé aux perspectives internationales ou même prétend enseigner dans une langue étrangère (partiellement ou non). Dans plusieurs cas, ce sont des formations qui réunissent toutes les qualités des formations d'élite, en particulier en ce qui concerne le recrutement social et scolaire.



Graphique 2: L'espace des formations d'enseignement secondaire à Stockholm en 1994/1995

Le graphique montre d'une façon simplifiée le résultat d'une analyse des correspondances du recrutement social dans 324 formations de l'enseignement secondaire de la région de Stockholm, distribuées entre 74 établissements scolaires et incluant 44 filières séparées. La première dimension oppose, d'une part, les formations d'élite dans les écoles d'élite (haut) et d'autre part les formations de recrutement populaire, surtout dans les écoles de la banlieue sud (bas). La seconde dimension relève l'opposition entre les formations avec une composante culturelle forte dans les écoles du centre-ville (gauche) et les formations des lycées de la banlieue nord, en particulier celles de Technologie et Économie. La structure obtenue reflète la distribution des groupes sociaux dans l'espace géographique de Stockholm, mais aussi les différences entre les stratégies éducatives des fractions riches en capital culturel, d'une part, et les fractions plutôt proches du secteur privé, d'autre part. (Seules les formations qui ont donné les contributions les plus fortes aux deux facteurs ont été reproduites.)

Les entretiens tenus dans des lycées de Stockholm montrent que ce qui semble être en jeu dans la recherche des compétences considérées comme particulièrement intéressantes face à l'internationalisation, du moins aux yeux des créateurs de ces formations et des étudiants et familles qui les fréquentent, est une nouvelle définition de l'excellence. Une grande partie des nouvelles formations d'orientation internationale ou européenne mettent l'accent sur l'enseignement de l'économie, du *management*, du droit européen, des sciences politiques et des langues. Accordant moins de temps aux investissements culturels traditionnels et aux investissements dans la maîtrise des sciences naturelles et des mathématiques, et peut-être, avant tout, en recrutant des étudiants moins intéressés à ces investissements, ces formations tendent à développer une culture mondaine d'orientation internationale qui pourrait dévaloriser un capital culturel plus traditionnel. Défiant, ainsi, au moins en partie, la définition de l'excellence soutenue par les fractions de classe particulièrement riches en capital culturel légitime, ces formations sont faites pour recruter surtout des étudiants issus des fractions sociales plutôt riches en capital économique et surtout des familles manquant d'ancienneté dans leurs positions actuelles. Se préparant à devenir européens aussi bien que suédois, à maîtriser la langue anglaise aussi bien que leur langue maternelle, à connaître tous les pays d'Europe aussi bien que leur pays d'origine, à s'orienter dans le monde du droit et de la gestion plutôt que dans le monde des sciences, en bref, pour correspondre aux modèles d'efficacité dans leurs futures professions, ces étudiants ne sont pas gênés par de lourds investissements culturels antérieurs et se sentent en quelque sorte libres d'accepter de nouveaux modèles culturels qui accordent une importance relativement grande à la composante nationale du capital culturel légitime.

2.- La formation des élites et la dimension transnationale

Les transformations actuelles du système d'enseignement suédois doivent aussi être perçues dans le contexte de la globalisation de l'économie et du marché transnational du travail lié, non seulement aux entreprises privées, mais également à la croissance des systèmes administratifs et aux organisations transnationales qui en sont parallèles.⁷ Soulignons ici trois aspects — ou plutôt questions — qui nous semblent particulièrement importantes et qui méritent d'être étudiées de façon plus approfondie.

Comment les stratégies des étudiants sont-elles influencées par les processus de transnationalisation?

D'abord, on peut constater que les investissements liés aux carrières futures sur un marché transnational semblent jouer un rôle de plus en plus important. Dans la transformation actuelle de l'enseignement secondaire, surtout en ce qui concerne les nouvelles formations s'adressant aux élites, on souligne unanimement l'importance d'une maîtrise plus avancée des langues étrangères (surtout l'anglais, bien sûr), parfois même en enseignant dans ces langues,

7- Par "transnational", nous entendons des phénomènes qui dépassent les frontières entre des pays différents, à la différence du terme "international", qui fait référence aux rapports entre des nations indépendantes ou entre les représentants de ces nations.

et la connaissance des systèmes politiques et économiques des autres pays européens. Les écoles offrant des formations ouvertement orientées vers des carrières d'études ou de travail transnationales s'efforcent en plus très souvent de donner à leurs étudiants une certaine connaissance personnelle et une maîtrise pratique des milieux étrangers, en réalisant des visites dans les établissements scolaires européens ou en arrangeant des stages dans des entreprises ou organisations à l'étranger.

Dans l'enseignement supérieur on peut constater que le taux d'étudiants faisant leurs études à l'étranger, tout en utilisant les bourses d'études du gouvernement⁸, a augmenté, passant de 2000 en 1987/1988 à 14000 en 1993/1994. Dans la même période, le nombre total d'étudiants est passé de 160.000 à 175.000. Si les États-Unis restent le pays le plus favorisé avec un peu moins de 5000 étudiants suédois en 1992/1993, les pays européens recevaient 7000 étudiants. Ces chiffres cachent une différenciation selon le sexe et l'orientation des études; si par exemple la France est le pays préféré en Europe, il en est ainsi en grande partie parce qu'un pourcentage élevé des femmes étudiant à l'étranger y font des études de langues ou de culture.

En plus, un nombre croissant d'étudiants — 1125 en 1992/1993, première année où la Suède participait au programme Erasmus — passent entre trois mois à un an dans un établissement étranger à l'occasion d'un programme d'échanges. Selon les données présentées par la Direction Nationale de l'Enseignement Supérieur, la Suède est le pays en Europe qui a le taux d'acceptation le plus élevé de demandes de financement dans des programmes d'échange existant dans l'Union Européenne.

Même si ces chiffres globaux indiquent une volonté générale croissante de faire des investissements scolaires en dehors du système national d'enseignement supérieur, ils disent peu sur les effets de la transnationalisation sur les stratégies d'études menant à des hautes carrières dans les différents champs du pouvoir. Pour en avoir une idée, il faut se reporter aux renseignements donnés par des individus bien placés, y inclus des étudiants. L'image ressortant de telles informations suggère que pour avoir du succès dans les carrières très compétitives liées à l'administration publique transnationale, c'est-à-dire en premier lieu celle de l'UE, il n'est plus suffisant de détenir seulement un diplôme de base délivré par un établissement supérieur suédois, par exemple, en droit, économie ou sciences politiques. Il faut en plus un diplôme délivré par un établissement reconnu et sélectif, jusqu'à aujourd'hui international, qui propose des *masters* spécialisés en droit européen, économie et gestion. On pourrait estimer qu'en partie cela s'applique aussi pour la haute fonction publique nationale, surtout en ce qui concerne les fonctions intermédiaires entre la haute fonction publique nationale et celles de l'UE, mais seulement en partie. Dans beaucoup de cas, les carrières supérieures dans la haute fonction publique nationale sont sans doute fondées sur d'autres formes de capital que celui qui est sanctionné par les systèmes d'enseignement, entre autres sur ce qu'on a appelé dans la contribution antérieure un capital "organisationnel" ou "politique".

8- La plupart des étudiants de l'enseignement supérieur utilisent le système de bourse garanti par l'Etat qui se caractérise par une combinaison d'un prêt financier aux termes très favorables et d'une bourse gratuite ; on ne dispose pas d'informations sur le petit nombre d'étudiants — sans doute particulièrement intéressant du point de vue de la formation et de la reproduction des élites — qui font des études supérieures à l'étranger sans dépendre des bourses du gouvernement.

Comment la structure du champ des formations de l'enseignement supérieur est-elle influencée par les processus de transnationalisation?

Tout suggère que ce sont en premier lieu les établissements universitaires anciens et reconnus qui savent le mieux s'adapter et profiter du contexte transnational en train de se développer. Ainsi, les universités qui ont pu faire accepter le plus grand nombre de programmes d'échange, et surtout avec de prestigieux établissements étrangers, sont celles d'Uppsala, Lund et Stockholm et les grandes écoles universitaires spécialisées comme celle de l'Ecole Polytechnique de Stockholm. Dans tous les établissements universitaires de Suède, il y a maintenant des personnes responsables s'occupant de ces questions. La liste d'attente d'étudiants et de chercheurs demandant une consultation est longue. Ces responsables sont chargés de juger si les demandes qu'on leur présente sont synchronisées à l'actualité au sein de l'UE.

C'est aussi dans les établissements prestigieux qu'on trouve les tentatives les plus reconnues de répondre au défi que présentent les écoles internationales offrant des diplômes de *masters*. Récemment, l'université de Lund a lancé un programme de *masters* en "European affairs", destiné aux hautes carrières administratives transnationales et avec une sélection d'étudiants extrêmement stricte, des enseignants reconnus venant du monde entier, et l'anglais comme langue d'instruction. L'Ecole des hautes études commerciales de Stockholm est en train de lancer un programme parallèle, orienté plutôt vers le champ de l'économie et défiant les programmes équivalents à l'étranger. Un domaine qu'il est également intéressant d'examiner en ce qui concerne des études futures est celui des nouvelles technologies d'information. Selon des calculs présentés récemment, la région de Stockholm est la plus dense d'Europe en termes d'individus engagés professionnellement dans la haute technologie d'information par rapport à la force de travail totale. Il reste à analyser le rôle joué dans ce domaine par les écoles les plus importantes, comme l'Ecole Polytechnique, et aussi leur position par rapport au marché du travail international. Tout se passe comme si les petites écoles universitaires de province, dans ce développement, devaient soit se diriger vers la demande croissante d'une formation post-secondaire de masse, soit trouver leur place particulière de formation spécialisée, très souvent basée sur une technologie particulière et productive, dans laquelle il n'y a pas de concurrence évidente avec les grands établissements universitaires.

Malgré ces tendances, il ne semble pas y avoir de réponse à la question de savoir jusqu'à quel point les établissements nationaux d'élite peuvent imposer leur légitimité par rapport aux formations équivalentes à l'étranger. Évidemment, les carrières plus strictement liées aux marchés du travail transnationaux, comme l'UE ou le monde du *business* international, exigent de plus en plus un capital social important qui s'accumule plus facilement dans des établissements internationalement reconnus et capables d'attirer un corps d'étudiants international.⁹

9- Sur ces formations, voir en particulier le travail de Anne-Catherine Wagner, "La formation des cadres internationaux", dans Monique de Saint Martin et Mihai Gheorghiu (éd.) : *Les institutions de formation des cadres dirigeants. Étude comparée*. Maison des sciences de l'homme, Centre de sociologie européenne, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, Paris, novembre 1992, pp. 263—280.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, les transformations actuelles pourraient — si les mécanismes du marché bénéficient d'une liberté plus étendue — mener à une restructuration du système de formations jusqu'au point où la structure du système serait plus parfaitement adaptée à la structure du champ de l'enseignement supérieur. Si le déplacement des étudiants était libre et si les directions des écoles pouvaient établir leurs propres critères d'admission, tout porte à croire que la différenciation en cours se développerait de façon que les lycées fonctionneraient comme un système d'écoles préparatoires spécialisées et hiérarchisées par rapport aux différents sous-champs de l'enseignement supérieur.

Comment les luttes entre les différentes fractions des élites sont-elles influencées par le processus de transnationalisation?

Autrement dit, de quelle manière et jusqu'à quel point est-ce que les investissements transnationaux (études, contacts, expérience professionnelle, etc.) fonctionnent-ils aussi comme des enjeux dans les luttes opposant différents groupes sociaux?

D'abord, on peut noter que les transformations actuelles du système d'enseignement supérieur semblent confirmer un développement déjà existant qui concerne les voies d'accès aux positions de pouvoir. S'il a été caractéristique pour la Suède que les écoles polytechniques et les études menant à un diplôme d'ingénieur constituaient une voie principale d'accès aux positions dirigeantes dans l'industrie et le secteur privé, l'importance donnée aujourd'hui aux formations d'élite dans les domaines de l'économie et de la gestion, à HEC de Stockholm aussi bien qu'aux programmes de *masters of business* à l'étranger, indiquent que les économistes, et peut-être aussi les juristes, s'imposent au détriment des ingénieurs. Ce changement semble être tout à fait parallèle au défi que les nouvelles formations secondaires de sciences politiques et d'économie, y compris les formations secondaires qui se veulent orientées vers "l'Europe", représentent par rapport à l'ancienne hégémonie de la filière "Sciences", qui, produisant les meilleurs élèves, ouvrait la porte pour toutes sortes de carrières d'études universitaires.

De plus, il faut noter la tendance à la diversification des formations d'élite orientées vers les investissements transnationaux dans les formations pour des hauts fonctionnaires publics transnationaux d'un côté, accumulant un capital éducatif et professionnel basé surtout sur la connaissance du droit européen et des sciences politiques, et, de l'autre côté, les formations économiques de *business*, orientées plutôt vers les grandes entreprises.

En même temps, la proximité relative entre ces deux types de formations semble produire un effet contraire. Se concentrant sur les marchés économiques et sur les systèmes législatifs et politiques réglant ces marchés, elles produisent aussi des cadres supérieurs qui ont une valeur aussi bien dans les nouvelles bureaucraties transnationales que dans les grandes entreprises, et qui sont, eux-mêmes, faits pour accepter les deux mondes. Pour un pays comme la Suède, qui, jusqu'à nos jours, a eu deux voies d'accès séparées aux positions du pouvoir, dans la haute fonction publique, d'une part, et dans le secteur privé, d'autre part, avec un minimum de "pantouflage" entre les deux, ces nouvelles formes de formation des

élites pourraient bien représenter la formation d'une nouvelle catégorie de cadres dirigeants et d'un nouvel esprit au sein de la fonction publique.